

§ 3. Toute personne qui postule un emploi dans une administration de l'Etat envoie sa demande au Secrétaire permanent au recrutement.

La candidature est introduite au moyen d'un formulaire délivré par les bureaux de poste. Elle est inscrite dans le registre des candidats avec la mention de la date de sa réception.

Cette inscription est valable pour deux ans. Elle est renouvelable dans les formes indiquées ci-dessus.

§ 4. Pendant une période de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent article et par dérogation au § 2, alinéa 2, les candidats qui ont postulé une nomination en qualité d'agent de l'Etat et qui sont inscrits par le Secrétaire permanent de recrutement avant la même date, sont classés avant les candidats inscrits au registre, dans l'ordre des dates d'envoi de leur candidature. Entre plusieurs candidats dont la candidature a été envoyée le même jour, priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Art. 2. L'article 4 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le Secrétaire permanent au recrutement désigne ceux qui peuvent être nommés comme ouvrier temporaire, conformément aux règles de l'article 4, §§ 2, 3 et 4 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, fixant le statut des agents temporaires, modifié par l'arrêté royal du 12 août 1981. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril (Espagne), le 12 août 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Fonction publique,
Ph. MAYSTADT

F. 81 — 1432

12 AOUT 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat et l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 1er août 1975 et 12 août 1981;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 35, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 1978;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, notamment l'article 9, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972 et 3 septembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 1er août 1975 et 30 janvier 1978;

§ 3. Al wie een betrekking in een rijksbestuur solliciteert zendt zijn aanvraag aan de Vaste Wervingssecretaris.

De sollicitatie wordt ingediend door middel van een door de postkantoren afgegeven formulier. Zij wordt in het sollicitantenregister ingeschreven met vermelding van de datum van ontvangst.

Deze inschrijving is twee jaar geldig. Zij kan hernieuwd worden volgens de hierboven vermelde modaliteiten.

§ 4. Gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit artikel en in afwijking van § 2, tweede lid, komen de gegadigden die vóór dezelfde datum naar een benoeming als rijksambtenaar hebben gesolliciteerd, en bij het vast wervingssecretariaat ingeschreven zijn, vóór al de in het register ingeschreven sollicitanten in aanmerking in de volgorde van de datum van verzending van hun plaatsaanvraag. Onder verschillende gegadigden wier sollicitatie op dezelfde datum verzonden is, wordt voorrang verleend aan de oudste.

Art. 2. Artikel 4 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 4. De Vaste Wervingssecretaris wijst degenen aan die als tijdelijk werkman benoemd kunnen worden, overeenkomstig de regelen van artikel 4, §§ 2, 3 en 4 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1981. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril (Spanje), 12 augustus 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbaar Ambt,
Ph. MAYSTADT

N. 81 — 1432

12 AUGUSTUS 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen en het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 1 augustus 1975 en 12 augustus 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 35, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, inzonderheid op artikel 9, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972 en 3 september 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 1 augustus 1975 en 30 januari 1978;

Considérant que la récession économique et le chômage croissant ont augmenté le nombre des candidatures auprès du secrétaire permanent au recrutement dans une proportion telle qu'une inscription préalable et obligatoire dans un registre des candidats n'est plus indiquée; qu'il est dès lors indispensable d'adresser à nouveau avant chaque concours de recrutement un appel aux candidats;

Considérant que les programmes des concours pour le recrutement à certains grades se recoupent en tout ou en partie; qu'il est dès lors possible de simplifier le recrutement en permettant aux candidats de participer à la compétition pour deux des grades visés ou plus moyennant une seule inscription, la partie commune aux concours visés n'étant ainsi présentée qu'une seule fois;

Considérant que c'est surtout aux niveaux 2 et 3 que les agents ont intérêt à savoir à l'avance quand un concours d'accession au niveau supérieur ou un examen d'avancement de grade aura lieu; qu'il faut dès lors charger le secrétaire permanent au recrutement d'organiser ces concours et examens autant que possible dans un ordre fixe;

Considérant que l'épreuve générale d'un concours d'accession au niveau supérieur, ainsi que celle d'un examen d'avancement de grade portent sur la formation générale de l'agent contrairement à l'épreuve particulière qui a pour but unique ou principal d'apprécier la connaissance de matières déterminées; que l'on peut admettre que l'intéressé garde la formation générale acquise et que l'on peut dès lors estimer suffisant qu'il en fournisse la preuve une seule fois par la réussite de l'épreuve générale;

Considérant qu'une des caractéristiques du concours est que les lauréats sont classés selon l'importance des points obtenus; que les concours d'accession au niveau 1 ou 2 sont divisés en plusieurs épreuves dont la partie générale porte sur la formation générale et l'épreuve ou les épreuves particulière(s) uniquement ou principalement sur des matières déterminées choisies selon le caractère du grade à conférer; que l'on peut considérer que l'épreuve ou les épreuves particulière(s) sont plus importantes pour l'octroi du grade et que le classement peut dès lors se faire sur base du résultat de cette épreuve;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 4, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° détermine le délai pendant lequel les inscriptions sont recevables. »

Art. 2. L'article 9, alinéa 1er, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Les assesseurs des jurys pour concours de recrutement et pour concours d'accession au niveau supérieur sont :

1° pour les grades du niveau 1 :

a) deux fonctionnaires revêtus au moins d'un grade du rang 13 en activité ou à la retraite;

b) deux membres du personnel enseignant de l'enseignement supérieur, en activité ou à la retraite;

2° pour les grades du niveau 2 :

a) deux fonctionnaires en activité ou à la retraite;

b) deux professeurs de l'enseignement moyen du degré supérieur ou d'une école normale moyenne ou d'une école technique du degré supérieur, en activité ou à la retraite;

3° pour les grades du niveau 3 ou 4 :

a) deux agents dont un au moins du niveau 1, en activité ou à la retraite;

b) deux instituteurs d'école primaire ou deux professeurs d'enseignement moyen du degré inférieur ou de l'enseignement technique ou professionnel, en activité ou à la retraite. »

Overwegende dat de teruggang van het bedrijfsleven en de toenemende werkloosheid het aantal sollicitaties bij de vaste wervingssecretaris zo sterk heeft doen oplopen dat een verplichte voorafgaande inschrijving in een register van kandidaten niet meer aangewezen is; dat het dan ook noodzakelijk is opnieuw vóór elk vergelijkend wervingsexamen een oproep tot de gegadigden te doen;

Overwegende dat de programma's van de vergelijkende examens voor werving van sommige graden elkaar geheel of gedeeltelijk overlappen; dat de werving derhalve kan vereenvoudigd worden door de gegadigden met één inschrijving toe te laten naar twee of meer van de bedoelde graden mede te dingen waarbij datgene wat aan de bedoelde vergelijkende examens gemeenschappelijk is slechts éénmaal afgelegd wordt;

Overwegende dat vooral in de niveaus 2 en 3 de ambtenaren baat erbij hebben vooruit te weten wanneer een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en wanneer een examen voor verhoging in graad zal worden georganiseerd; dat daarom aan de vaste wervingssecretaris opdracht moet worden gegeven zoveel mogelijk beide soorten examens volgens een vaste beurtregeling te organiseren;

Overwegende dat het algemeen gedeelte van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, zowel als van een examen voor verhoging in graad, op de algemene vorming van de ambtenaar slaat in tegenstelling tot het bijzonder gedeelte dat uitsluitend of in hoofdzaak de kennis van bepaalde vakken toetst; dat van de algemene vorming mag worden aangenomen dat zij de betrokkene bijblijft wanneer zij eens verworven is en het dus voldoende kan geacht worden éénmaal het bewijs daarvan te leveren door voor het algemeen gedeelte te slagen;

Overwegende dat een van de kenmerken van het vergelijkend examen is dat de geslaagden volgens de behaalde punten gerangschikt worden; dat de vergelijkende examens voor overgang naar niveau 1 of 2 uit verscheidene gedeelten bestaan waarvan het algemeen gedeelte op de algemene vorming betrekking heeft en het of de bijzondere gedeelten uitsluitend of in hoofdzaak op bepaalde vakken die gekozen zijn volgens de aard van de te verlenen graad; dat het of de bijzondere gedeelten van groter belang kunnen worden geacht voor het verlenen van de graad en de rangschikking derhalve op de uitslag van dit gedeelte mag stoeien;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijks-personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2° bepaalt de termijn binnen welke de inschrijvingen kunnen worden aanvaard. »

Art. 2. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bijzitters van de examencommissies voor vergelijkende wervingsexamens en voor vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau zijn :

1° voor de graden van niveau 1 :

a) twee ambtenaren ten minste bekleed met een graad van rang 13 die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

b) twee leden van het onderwijzend personeel van het hoger onderwijs die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

2° voor de graden van niveau 2 :

a) twee ambtenaren van niveau 1 die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

b) twee leraars van het middelbaar onderwijs van de hogere graad of van een middelbare normaalschool of van een hogere technische school, die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

3° voor de graden van niveau 3 of 4 :

a) twee ambtenaren van wie ten minste één van niveau 1 die in actieve dienst zijn of op rust gesteld;

b) twee leraars van een lagere school of twee leraars van het middelbaar onderwijs van de lagere graad of van het beroeps- of technisch onderwijs, die in actieve dienst zijn of op rust gesteld. »

Art. 3. L'article 14bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14bis. Lorsque le recrutement à des grades de même rang ou de rangs différents se fait suivant des programmes qui, pour partie, comportent des matières identiques, le Secrétaire permanent au recrutement peut organiser un concours de recrutement global comportant, d'une part, les épreuves ou matières communes à tous ces grades et, d'autre part, les épreuves ou matières propres à chaque grade concerné.

Dans ce cas, les candidats ne doivent s'inscrire qu'une seule fois; ils mentionnent lors de leur inscription le ou les grade(s) pour le(s)quel(s) ils concourent.

Lorsque le programme est identique pour plusieurs grades, le concours donne lieu à un classement unique. Lorsque le programme relatif à un grade déterminé comprend, outre les matières communes, des matières propres, le concours donne lieu à un classement séparé pour ce grade.

Les lauréats figurant dans plusieurs classements ont un titre à être nommé sur la base de chacun de ces classements. »

Art. 4. A l'article 14ter du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 1er août 1975, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'avis dont il est question à l'article 22 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 indique le nombre de candidats au-delà duquel il pourra être fait application de l'alinéa 1er. »

Art. 5. L'article 18, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Les lauréats d'un concours de recrutement avec enjeu non classés en ordre utile et ceux d'un concours de recrutement sans enjeu conservent le bénéfice de leur réussite pendant deux ans à compter de la date du procès-verbal du concours. »

Art. 6. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 23bis. Le secrétaire permanent au recrutement organise les concours d'accession au niveau supérieur et les examens d'avancement de grade quand le ministre lui en fait la demande.

Les concours d'accession au niveau supérieur et les examens d'avancement de grade peuvent être organisés pour plusieurs ministères ou services simultanément, en tout ou en partie, lorsque le programme des épreuves permet leur organisation simultanée.

Les concours d'accession au niveau supérieur, d'une part, et les examens d'avancement de grade, d'autre part, ont lieu alternativement, une année étant réservée aux concours d'accession et l'année suivante aux examens d'avancement de grade, à commencer par les concours d'accession en 1982.

En cas d'urgence, le secrétaire permanent au recrutement peut déroger à l'alinéa 3, à la demande du ministre. »

Art. 7. L'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. § 1er. Sont déclarés lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade, les agents qui y ont obtenu le minimum des points requis.

Les lauréats sont classés selon l'importance des points qu'ils ont obtenus lors de l'épreuve ou des épreuves particulière(s). Lorsque le concours ou l'examen n'est pas divisé en plusieurs épreuves, les lauréats sont classés selon l'importance des points obtenus.

§ 2. Si un concours d'accession à un grade du niveau supérieur consiste en une épreuve générale et une ou deux épreuve(s) particulière(s), l'agent qui a réussi l'épreuve générale mais qui n'a pas satisfait à l'épreuve ou aux épreuves particulière(s), est, à sa demande, dispensé de l'épreuve générale si, par la suite, il participe à nouveau à un concours organisé pour l'accession au même grade, à un grade équivalent ou à un grade inférieur du même niveau.

Il ne peut invoquer l'avantage de la dispense plus de trois fois.

Art. 3. Artikel 14bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14bis. Wanneer in graden van eenzelfde rang of van verschillende rangen aangeworven wordt volgens programma's waarin, gedeeltelijk, dezelfde vakken voorkomen, kan de vaste wervingssecretaris een gezamenlijk vergelijkend wervingsexamen organiseren bestaande eensdeels uit de gemeenschappelijke examengedeelten of -vakken voor al die graden, en anderdeels uit de eigen examengedeelten of -vakken voor elk van de betrokken graden.

De gegadigden dienen in dat geval slechts éénmaal in te schrijven en vermelden bij hun inschrijving de graad of de graden waarnaar zij mededingen.

Wanneer het programma hetzelfde is voor verschillende graden, wordt voor het vergelijkend examen slechts één rangschikking opgemaakt. Wanneer het programma betreffende een bepaalde graad, buiten de gemeenschappelijke vakken, eigen vakken omvat, wordt voor die graad een afzonderlijke rangschikking opgemaakt.

De gegadigden die in verscheidene rangschikkingen zijn opgenomen, putten uit elke rangschikking aanspraken op benoeming. »

Art. 4. In artikel 14ter van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen :

« Het bericht waarvan sprake in artikel 22 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 vermeldt het aantal gegadigden waarboven het bepaalde in het eerste lid kan worden toegepast. »

Art. 5. Artikel 18, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De niet batig gerangschikte geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen met inzet alsook de geslaagden van een vergelijkend wervingsexamen zonder inzet, behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende twee jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 23bis. De vaste wervingssecretaris organiseert de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad wanneer de minister erom verzoekt.

De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad kunnen voor verscheidene ministeries of diensten, geheel of gedeeltelijk, gelijktijdig worden georganiseerd als het examenprogramma gelijktijdige organisatie mogelijk maakt.

De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau eensdeels en de examens voor verhoging in graad anderdeels, worden beurtelings georganiseerd, het ene jaar vergelijkende examens voor overgang, het jaar daarop examens voor verhoging in graad, te beginnen met de vergelijkende examens voor overgang in 1982.

In spoedgevallen kan de vaste wervingssecretaris, op verzoek van de minister, afwijken van het derde lid. »

Art. 7. Artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 24. § 1. Voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad worden de ambtenaren die daarin het vereiste minimum der punten hebben behaald, verklaard geslaagd te zijn.

De geslaagden worden gerangschikt volgens het aantal punten dat zij in het of de bijzondere examengedeelten hebben behaald. Ingeval het vergelijkend examen of examen niet opgesplitst is, worden zij gerangschikt volgens het aantal behaalde punten.

§ 2. Indien een vergelijkend examen voor overgang naar een graad van het hogere niveau uit een algemeen en één of twee bijzondere gedeelten bestaat, wordt de ambtenaar die geslaagd is voor het algemeen gedeelte doch niet voor het of de bijzondere gedeelten, op zijn verzoek van het algemeen gedeelte vrijgesteld wanneer hij later opnieuw deelneemt aan een vergelijkend examen voor overgang naar dezelfde of een gelijkwaardige graad, of naar een lagere graad van hetzelfde niveau.

Hij kan het voordeel van de vrijstelling niet meer dan driemaal invoeren.

La règle de l'alinéa 1er vaut également, toutefois sans la limitation de l'alinéa 2, pour tout examen d'avancement de grade qui consiste en deux épreuves, une épreuve générale et une épreuve particulière. »

Art. 8. L'article 28 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 10 juillet 1972, du 1er août 1975 et du 30 janvier 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Il est instauré un examen d'avancement de grade pour tout grade du rang 22 à conférer par promotion par avancement de grade.

Sous réserve de l'article 35 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, peuvent participer à un examen d'avancement à un grade du rang 22 les agents des rangs 21 ou 20 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins deux ans. »

Art. 9. L'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 10 juillet 1972 et du 3 septembre 1979, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Il est instauré un concours de recrutement ou un concours d'accession ou niveau supérieur pour conférer le grade de secrétaire de direction.

Le grade de secrétaire principal de direction est réservé aux secrétaires de direction qui ont réussi l'examen d'avancement de grade prévu par l'article 28 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat.

Il est conféré pour le surplus selon les principes de la carrière plane. »

Dispositions transitoires et finales

Art. 10. L'article 18, § 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, n'est pas applicable aux candidats à des grades des niveaux 2, 3 et 4 qui ont réussi un concours de recrutement organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les candidats visés à l'alinéa 1er conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à partir de la date du procès-verbal du concours qu'ils ont réussi.

Art. 11. Par dérogation à l'article 24, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, les agents de l'Etat qui ont satisfait à un concours d'accession au niveau supérieur organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis aux règles en matière de classement qui étaient applicables immédiatement avant la date précitée.

Art. 12. Pour l'application de l'article 24, § 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969, tel qu'il est modifié par le présent arrêté, les première et deuxième épreuves relatives à la formation générale, d'un concours d'accession au niveau 1 organisé ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, constituent l'épreuve générale visée à cet article.

Art. 13. Sont abrogés :

1° l'article 35, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 1978;

2° les articles 9, alinéa 2, 19, 20, 21 et 22 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifiés par l'arrêté royal du 1er août 1975.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

De regel in het eerste lid geldt ook doch zonder de beperking in het tweede lid voor elk examen voor verhoging in graad dat uit twee gedeelten, een algemeen en een bijzonder gedeelte bestaat. »

Art. 8. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 1 augustus 1975 en 30 januari 1978, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 28. Een examen voor verhoging in graad wordt ingesteld voor elke bevordering door verhoging in graad te verlenen graad van rang 22.

Onder voorbehoud van artikel 35 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, mogen aan een examen voor verhoging in een graad van rang 22 deelnemen de ambtenaren van rang 21 of 20 die ten minste twee jaar graadanciënniteit hebben. »

Art. 9. Artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972 en 3 september 1979, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. Er wordt een vergelijkend wervingsexamen of een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau ingesteld voor het verlenen van de graad van directiesecretaris.

Tot de graad van eerstaanwezend directiesecretaris kunnen alleen worden benoemd de directiesecretarissen die geslaagd zijn voor het examen voor verhoging in graad bedoeld in artikel 28 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel.

Voor het overige wordt die graad verleend volgens de beginselen van de vlakke loopbaan. »

Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. Artikel 18, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, is niet van toepassing op de gegadigden voor graden van de niveaus 2, 3 en 4, die geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd of nog in uitvoering is de dag waarop dit besluit in werking treedt.

De in het eerste lid bedoelde gegadigden behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar te rekenen van de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen waarvoor zij geslaagd zijn.

Art. 11. In afwijking van artikel 24, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, gelden voor de rijksambtenaren die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit georganiseerd of nog in uitvoering is, de regelen inzake rangschikking die onmiddellijk vóór de vorenbedoelde datum van toepassing waren.

Art. 12. Voor de toepassing van artikel 24, § 2, van het koninklijk besluit van 17 september 1969, zoals het door dit besluit wordt gewijzigd, vormen het eerste en tweede gedeelte over de algemene vorming van een vergelijkend examen voor overgang naar niveau 1 dat georganiseerd of nog in uitvoering is de dag waarop dit besluit in werking treedt, het algemeen gedeelte bedoeld in dat artikel.

Art. 13. Opgeheven worden :

1° artikel 35, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 1978;

2° de artikelen 9, tweede lid, 19, 20 21 en 22 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril (Espagne), le 12 août 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Fonction publique,
Ph. MAYSTADT

F. 81 — 1433

12 AOUT 1981. — Arrêté royal modifiant l'annexe 1 à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'annexe 1, modifié par les arrêtés royaux des 9 mars 1973, du 1er août 1975 et du 27 octobre 1978;

Considérant qu'il s'impose d'assouplir certaines conditions d'études trop rigides pour l'admission aux emplois de qualification tant générale que technique du niveau 3 des administrations de l'Etat, compte tenu de l'évolution de l'enseignement, en particulier de l'enseignement professionnel secondaire, y compris l'enseignement secondaire professionnel spécial;

Considérant qu'il est également indiqué d'élargir certaines conditions d'études fixées par mesure transitoire;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980, de réformes institutionnelles;

Considérant que le Ministre de la Fonction publique s'est déjà engagé dans le « Projet d'accord interprofessionnel » du 26 novembre 1980, à élaborer sans délai des propositions d'adaptation des programmes d'examens, ce qui fait partie d'une modification plus fondamentale des règles de recrutement des agents de l'Etat; que l'arrêté ministériel du 2 avril 1981 a introduit l'adaptation visée; que son exécution pour le recrutement aux grades du niveau 3 ne peut à nouveau être retardée en raison d'une révision de la condition de diplôme; que le présent arrêté est dès lors également urgent;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'annexe 1 à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux du 9 mars 1973, du 1er août 1975 et du 27 octobre 1978, la rubrique « niveau 3 » est remplacée par les dispositions suivantes :

a) certificat homologué d'études secondaires inférieures ou certificat équivalent délivré par un jury d'examens constitué par le gouvernement;

b) diplôme attestant que le premier examen technique pour l'obtention du titre de géomètre-expert immobilier a été subi avec fruit;

c) certificat, diplôme ou brevet d'enseignement maritime du cycle secondaire inférieur;

d) diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration et organisation d'un cours technique secondaire inférieur d'un établissement d'enseignement technique créé, subventionné ou reconnu par l'Etat, délivré après un cycle d'au moins sept cent cinquante périodes;

e) attestation d'orientation ou attestation d'études, délivrée après la fréquentation avec fruit d'une quatrième année de qualification ou d'une cinquième année de perfectionnement et/ou de spécialisation d'enseignement professionnel secondaire, section ou orientation d'études « travaux de bureau » par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

f) attestation d'études délivrées après la fréquentation avec fruit de la sixième année de l'enseignement professionnel secondaire par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

Art. 15. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril (Spanje), 12 augustus 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbaar Ambt,
Ph. MAYSTADT

N. 81 — 1433

12 AUGUSTUS 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op de bijlage 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 maart 1973, 1 augustus 1975 en 27 oktober 1978;

Overwegende dat het geboden is sommige al te strakke studievereisten voor de toegang tot in niveau 3 ingedeelde rijksbetrekkingen zowel van algemene als van technische kwalificatie te versoepelen, rekening houdend met de evolutie van het onderwijs, inzonderheid van het beroepssecundair onderwijs met inbegrip van het buitengewoon secundair beroepssecundair onderwijs;

Overwegende dat het eveneens aangewezen is sommige bij overgangsmaatregel vastgestelde studievereisten te verruimen;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat reeds in het « Ontwerp van interprofessioneel akkoord » van 26 november 1980 de Minister van Openbaar Ambt op zich genomen heeft zonder verwijl voorstellen tot aanpassing van de examenprogramma's uit te werken als een onderdeel van een meer fundamentele wijziging van de wervingsregelen van het rijkspersoneel; dat het ministerieel besluit van 2 april 1981 bedoelde aanpassing heeft doorgevoerd; dat de uitvoering ervan voor de werving in graden van het niveau 3 niet opnieuw mag worden vertraagd wegens een herziening van de diplomavorwaarde; dat het onderhavige besluit bijgevolg ook dringend noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 maart 1973, 1 augustus 1975 en 27 oktober 1978 wordt de rubriek « niveau 3 » door volgende bepalingen vervangen :

a) gehomologeerd getuigschrift van lagere secundaire studiën of gelijkwaardig getuigschrift uitgereikt door een van regeringswege samengestelde examencommissie;

b) diploma waaruit blijkt dat het eerste technisch examen voor het verkrijgen van de titel van meetkundige schatter van onroerende goederen met vrucht werd afgelegd;

c) getuigschrift, diploma of brevet van het zeevaartonderwijs van de lagere secundaire cyclus;

d) diploma van een tot de groep handel, administratie en organisatie behorende afdeling van een lagere secundaire technische leergang van een inrichting voor technisch onderwijs, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat, uitgereikt na een cyclus van ten minste zevenhonderd vijftig lestijden;

e) oriënteringsattest of studieattest, uitgereikt na het volgen, met vrucht, van een vierde kwalificatiejaar of van een vijfde vervolmakings- en/of specialisatiejaar van beroepssecundair onderwijs, afdeling of studierichting « bureelwerken » of « kantoorwerken », door een inrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;

f) studieattest uitgereikt na het volgen, met vrucht, van het zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs, door een inrichting, opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;